

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 61 (2003)

Heft: 4: Regards sur le management : des savoirs à l'action ; Administration et gestion publique. I

Artikel: Analyse empirique de la croissance économique : une approche méthodologique centrée sur les entreprises

Autor: Rudolf, Jean-Philippe

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-141372>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ANALYSE EMPIRIQUE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : UNE APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE CENTRÉE SUR LES ENTREPRISES

Jean-Philippe RUDOLF

Haute école de gestion de Neuchâtel (HEG-NE)

jean-philippe.rudolf@hegne.ch

1. Introduction

Dès la fin du XVIII^e siècle, l'Homme et la science économique se sont attachés à fournir une explication théorique au problème de la croissance à long terme et du développement économique. Ainsi, en vertu de l'hypothèse de concurrence pure et parfaite, le modèle d'inspiration néo-classique décrit la dynamique de l'économie comme un phénomène naturel et automatique résultant exclusivement de variables exogènes : l'augmentation de la population active et le «trend» du progrès technique. L'espace y est considéré, par hypothèse, comme neutre et homogène. Les ressources externes issues de l'environnement des agents économiques n'ont donc aucune influence sur le niveau et le rythme de la croissance. Ne dépendant ni de comportements microéconomiques, ni de spécificités territoriales, le taux de croissance est, dans ces conditions, exogène au système économique qui le produit. L'analyse néo-classique éprouve ainsi de grandes difficultés à expliquer véritablement l'origine de la croissance. Elle ne fait que démontrer mécaniquement les conditions d'apparition de l'équilibre et de l'optimum macroéconomique. Parallèlement, elle a longtemps entretenu l'espoir que la croissance allait subir un coup de frein dans les pays riches et se développer automatiquement dans les pays pauvres, en vertu de l'hypothèse de convergence des économies nationales.

Cela ne s'est pas produit ! Pourquoi ?

Les approches macroéconomiques traditionnelles ont donc du mal à expliquer les sources réelles de la dynamique économique, sinon en termes globaux. Les mécanismes de croissance et de développement ne répondent qu'imparfaitement aux variables macroéconomiques usuelles. Si la stabilité socio-politique d'un pays, l'attraction externe de succursales de multinationales ou

le développement d'infrastructures collectives est effectivement important pour l'attractivité et le développement d'une région, il n'est pas établi qu'il y ait une causalité systématique ou automatique. Si l'explication fondée sur les effets de monopole ou sur une mise en compétition trop rapide des pays moins développés conserve une certaine pertinence, elle est insuffisante pour comprendre pourquoi certains espaces ont tendance à régresser. Les processus de déclin nécessitent une explication plus «efficace» que les mono-industries, des salaires trop élevés, une monnaie sur-évaluée ou des taux d'intérêt élevés (Porter, 1990).

D'autres mécanismes sont à rechercher, à analyser et à comprendre !

Les voies de la réflexion macroéconomique ont également abordé le problème du passage de la théorie à l'action de manière insatisfaisante. Elles débouchent sur des propositions d'action tellement générales qu'il est difficile de leur accorder beaucoup de crédibilité quant aux résultats à en espérer. Enfin, les approches traditionnelles peinent à trouver des variables d'action pertinentes permettant aux acteurs de surmonter par eux-mêmes - endogènement - les inégalités et autres dysfonctionnements. Pour ces raisons, les recherches empiriques actuelles s'orientent sur d'autres types d'analyses, plus microéconomiques, organisationnelles et territoriales, qui intègrent, à côté de l'économie, des disciplines comme la sociologie, l'ethnologie, l'histoire et la science politique.

2. Cadre théorique : la Théorie de la croissance endogène

En proposant une explication de la croissance moins contraignante que celle de Solow, la théorie de croissance endogène attribue le rôle moteur de la dynamique économique à une ressource intangible particulière : la «*connaissance*». N'étant pas soumise à la décroissance de sa productivité marginale, elle peut s'accumuler théoriquement de manière illimitée. Cette spécification technique ouvre la voie à l'obtention d'une croissance auto-entretenu dans le long terme. La dynamique économique est ainsi expliquée par l'accumulation continue de ressources intangibles, ces dernières étant visualisées comme un ensemble d'informations concrètes, de connaissances tacites, de technologies, de formules explicites, de savoirs non codifiés, de compétences et savoir-faire spécialisés, de «tours de main» individuels ou collectifs acquis sur le lieu de travail par apprentissages collectifs ou expérimentations.

Etant de l'information et du savoir, la connaissance peut être plus ou moins parfaitement appropriable par l'agent qui la produit ou la possède. En cas d'appropriation parfaite, elle conduit à l'obtention de rendements d'échelle croissants dans la production *au niveau de chaque firme*, hypothèse incompatible avec celle de concurrence pure et parfaite. Pour éviter cet écueil théorique - traumatisant pour l'équilibre walrassien -, les auteurs assimilent la connaissance à un bien partiellement libre, c'est-à-dire à un bien imparfaitement appropriable. A ce titre, elle circule librement et se diffuse

théoriquement à l'ensemble de la collectivité qui peut se l'approprier sans coût. La connaissance est alors source d'«externalités»¹ positives, donc de croissance.

Le recours - habile - aux économies externes permet de rendre croissants les rendements d'échelle, non plus à la hauteur de chaque firme individuelle, mais *au niveau global*, ce qui est plus conforme à l'équilibre concurrentiel. Ainsi considérées, la notion d'«externalité» permet de réintroduire le niveau territorial dans l'analyse de la croissance. Aussi, la concentration géographique de nombreuses entreprises concurrentes et/ou complémentaires entretenant des relations étroites et suivies encourage et facilite la diffusion d'informations concrètes, la circulation des individus et des savoir-faire via le marché du travail, la création d'un réservoir de main-d'oeuvre qualifiée... Grâce à ces phénomènes d'«externalité» positive, les agents retirent des avantages de localisation qui leur permettent potentiellement de renforcer leur capacité compétitive.

A la différence du modèle néo-classique de référence qui présente la croissance économique comme un processus exogène et «automatique», la théorie de la croissance endogène considère ce développement comme un *phénomène économique* résultant du comportement stratégique, organisationnel et cognitif des chefs d'entreprises. Le taux de croissance de l'économie évolue alors à un rythme endogène qui dépend des choix d'allocation de ressources rares décidés par eux.

3. Signification méthodologique : l'acteur «chef d'entreprise» opérateur du développement local

Les entreprises, en tant qu'agents économiques, retrouvent une place prépondérante dans l'analyse de la croissance endogène. Acteurs centraux, elles sont devenues incontournables quand il s'agit de création de valeur ajoutée, d'emplois réels, d'innovation et de croissance soutenable. A travers le comportement stratégique, organisationnel et cognitif de leurs dirigeants, ce sont elles qui «fabriquent» les moteurs endogènes de la croissance. Sur le plan méthodologique, la théorie de la croissance endogène les place au coeur des processus de développement, de stagnation et de déclin économique. Cette lecture théorique de la croissance endogène rejoint l'analyse de M. Porter (1990), pour qui le problème de la compétitivité des nations et des territoires se vit et se résout essentiellement à travers les entreprises et leurs modes d'organisation et d'insertion territoriale.

L'*hypothèse de départ* repose donc sur l'idée que la dynamique de développement des territoires est essentiellement fondée sur la présence d'entreprises dynamiques, actives sur des marchés exigeants, capables de générer des connaissances nouvelles, de produire des informations concrètes, créant des richesses qu'elles exportent, aptes de suivre un processus d'auto-développement et ayant

1 L'«externalité» se définit comme un ensemble d'interactions sociales se situant dans une relation hors marché (Cornes and Sandler, 1986). Chaque individu, ou chaque agent, peut ainsi bénéficier gratuitement de certains avantages.

leurs centres nerveux et décisionnels à l'intérieur du système territorial. Si les entreprises sont impliquées dans un ensemble de relations économiques et sociales nouées avec leur environnement, elles ne sont en rien des «acteurs» au sens sociologique du terme. Les acteurs, ce sont les chefs d'entreprise et ceux qui les entourent ! Parce qu'ils sont dotés de capacité d'analyse et d'action, la théorie de la croissance endogène les considère comme les *acteurs directs* de la création, de l'amélioration et du renouvellement des ressources intangibles à l'origine de la croissance. Cela nous conduit, avec d'autres (Rousier, 1987), à les placer au premier rang des acteurs du développement local.

Ces considérations ont pour conséquence de réintroduire l'*«art du management»* dans la théorie économique. A travers ses dirigeants, l'entreprise acquiert une autonomie décisionnelle et retrouve un réel pouvoir sur elle-même. Les déterminants réels de la compétitivité des entreprises ont également passablement évolué. Autrefois basés sur des actifs physiques, ils reposent, aujourd'hui, de plus en plus sur la capacité des sociétés à se constituer des ressources intangibles peu accessibles et difficilement reproductibles par les concurrents. Les actifs-clé d'une firme, sa stratégie, son organisation, sa culture, son approche «managériale», constituent, dès lors, des facteurs de vraie différenciation. Ils sont à même d'expliquer pourquoi certaines entreprises travaillant dans un même secteur d'activité, localisées à proximité les unes des autres, confrontées aux mêmes conditions de marché et de concurrence, aux mêmes conditions-cadre, connaissent des trajectoires d'évolution radicalement différentes.

3. Prise en compte de la logique territoriale

Jusqu'ici, nous avons raisonné comme si les entreprises existaient indépendamment de tout cadre géographique, institutionnel, culturel ou historique. Or, aucune organisation productive n'existe uniquement pour elle-même, sans attaches territoriales fortes, sans responsabilités locales, sans origine. Elle remplit nécessairement des fonctions économiques et sociales et elle ne les exerce que dans la mesure où ces dernières correspondent à des attentes de la société qui l'entoure (Friedberg, 1988).

La relation entre l'entreprise et son (ou ses) environnement(s) est une question déjà ancienne. La théorie des avantages comparatifs qui structure le commerce international en fonction de dotations en facteurs de production en est une illustration. De même, le débat sur l'influence des cultures locales, des coutumes, des religions, des systèmes de mentalité des peuples illustre la connexion entre l'entreprise et l'espace où elle se développe. De par leur spécificité, certains espaces peuvent se révéler plus stimulants et performants que d'autres pour les entreprises qui y sont localisées. Le brassage continu de personnes qualifiées via le marché du travail, un esprit de compétition sain entre producteurs, une clientèle exigeante et sophistiquée, des modes de vie diversifiés, des fournisseurs fiables, une culture technique ancrée territorialement, une coutume d'épargne importante,

la confiance dans l'investissement industriel poussent les agents économiques à s'améliorer ou à se surpasser et encouragent les initiatives privées. De façon analogue, la valeur du système éducatif, de formation et de recherche, surtout lorsqu'il débouche sur des capacités utilisables et assimilables par l'industrie, représente un avantage comparatif non négligeable.

Dans ce sens, le territoire représente un espace producteur et d'échange possible d'« externalités » réciproques, de développement de ressources communes à plusieurs entreprises et de création de valeur ajoutée. Inversement, la faiblesse des relations horizontales à l'intérieur d'un espace donné est étroitement associée à la pauvreté du collectif et à un déficit cognitif important. Ainsi, quand un territoire cesse d'être perçu comme un espace producteur d'« externalités », un lieu d'interactions sociales et de foisonnement intellectuel, il devient stratégiquement et économiquement dépendant de l'extérieur. Il se transforme alors en un appendice manufacturier appliquant des directives, des normes et des technologies élaborées ailleurs. Ces observations démontrent l'importance et la nécessité de relier l'entreprise à son environnement territorial si l'on veut approcher les mécanismes réels de la croissance économique.

4. Cadre méthodologique : une approche microéconomique, organisationnelle et cognitive

La validation empirique des modèles de croissance endogène nécessite une connaissance très fine des ressources intangibles, des comportements et des processus à l'origine de la dynamique économique. Or, la difficulté à rendre compte et à évaluer des phénomènes d'« externalité », des faits sociaux ou d'une dimension historique - par nature invisibles - vient du fait que les sources d'informations usuelles, de type quantitatif et statistique, sont très largement inadaptées. Les bases de données existantes sont généralement parcellaires, insuffisamment larges et profondes. Dès lors, la formalisation théorique de la croissance endogène se prête peu à la mesure empirique traditionnelle, faute d'informations suffisamment disponibles et fiables.

De plus, les informations fournies par les approches macro-économiques éprouvent bien des difficultés à répondre à certaines questions : comment s'opère la transmission d'informations et de connaissances entre les individus, au sein des firmes et entre celles-ci ? A quelles conditions, les interactions entre acteurs font-elles émerger un « surplus social » de compétence ? Par quels canaux passe l'influence des biens et des services publics sur la productivité des organisations ? etc. Ces insuffisances cognitives rendent, dès lors, difficile toute vérification empirique de la théorie de la croissance endogène. Les tentatives réalisés jusqu'ici se sont heurtées à un double problème : soit, les modèles théoriques sont obligés de s'appauvrir sur le plan mathématique pour être vérifiés à partir des informations disponibles ; soit, ils s'y refusent et deviennent difficilement utilisables sur le plan empirique pour les raisons citées plus haut.

Afin de pallier ces insuffisances, nous proposons de recourir à un mode d'investigation et de recueil d'informations différent basé sur la technique des interviews personnalisés et approfondis. La démarche suivie, de type microéconomique, organisationnel et cognitif, consiste à aller saisir les informations - qualitatives - recherchées directement auprès des entreprises, à écouter leurs responsables et à considérer leurs ressources intangibles, leur système organisationnel, les potentiels/contraintes liés à leur environnement de proximité à travers leurs yeux et leurs lunettes. C'est ainsi que l'approche méthodologique et de recueil de l'information proposée se distingue des méthodes traditionnelles d'analyse macroéconomique par le fait

- qu'elle s'intéresse en priorité aux acteurs microéconomiques - *les chefs d'entreprise* - en prise directe avec les réalités de terrain. Revenir aux acteurs signifie prêter attention aux espaces de jeu, aux zones d'incertitude, aux rationalités, aux ensembles de contraintes et de ressources, aux systèmes de régulation qui pèsent sur eux (Crozier et Friedberg, 1977) ;
- qu'elle n'est pas une étude statistique. Les informations recherchées et traitées se fondent, au contraire, sur le vécu, les représentations, les perceptions et les anticipations que les chefs d'entreprise ont de leur organisation et de leur environnement de proximité et global. Dans ses activités quotidiennes, tout acteur se réfère constamment à une structure cognitive (croyances, représentations, attentes, connaissances, informations...) de la société dans laquelle il vit. En fonction d'un contexte qu'il perçoit, d'un résultat qu'il attend et de règles du jeu qu'il ressent, il définit sa stratégie, anticipe, décide et agit ;
- qu'elle tente de pallier, en partie tout au moins, aux difficultés que les méthodes d'analyse de type statistique et économétrique éprouvent à rendre compte des variables qualitatives. Les informations fournies par cette approche ont la particularité d'être à la fois vivantes, concrètes et placées dans leur contexte. Elles permettent de porter un regard externe sur les individus, les entreprises et les institutions locales qui participent collectivement à la dynamique de croissance, de stagnation ou de déclin de l'espace considéré.

En conclusion, nous proposons de prendre appui sur le renouvellement théorique de la croissance à long terme pour essayer de mieux comprendre, de manière empirique, comment les chefs d'entreprise observés vivent les conditions de la croissance endogène et comment ils perçoivent leur environnement de proximité dans cette optique. Une meilleure compréhension des conditions de la croissance endogène devrait rendre possible de (re)donner aux acteurs des «cartes cognitives» améliorées leur permettant d'imaginer ensemble les voies pertinentes de l'action. Enfin, notre objectif est également de suggérer et de tester une approche analytique différente capable plus généralement de combler le fossé entre la vision macroéconomique de la croissance et l'approche microéconomique, organisationnelle et territoriale.

BIBLIOGRAPHIE

- CROZIER M. et FRIEDBERG E. 1977. «*L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*». Paris : Editions du Seuil.
- FRIEDBERG E. 1988. «L'analyse sociologique des organisations». *Revue POUR*, n°28. Groupe de Recherche pour l'Education et la Prospective.
- LORDON F. 1991. «Théories de la croissance, quelques développements récents: la redécouverte des rendements croissants». *Observations et diagnostics économiques*, n°36, avril.
- LUCAS R.E. 1988. «On the Mechanics of Economic Development». *Journal of Monetary Economics*, n° 22.
- LUCAS R.E. 1990. «Why doesn't Capital Flow from Rich to Poor Countries ?». *American Economic Review*, May, Papers and Proceedings.
- PORTER M.E. 1990. «*The Competitive Advantage of Nations*». London : The MacMillan Press.
- ROMER P. 1986. «Increasing Returns and Long Run Growth». *Journal of Political Economy*, 94.
- ROMER P. 1988. «Endogenous Technological Change». *Working Paper University of Chicago*.
- ROUSSEAU N. 1987. «L'emploi et le discours sur le développement local». *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1.
- SOLOW R. 1956. «A Contribution to the Theory of Economic Growth». *Quarterly Journal of Economics*, vol.70, n°1.